

MISSION PERMANENTE DE TUNISIE

AUPRÈS DE L'OFFICE DES NATIONS UNIES À GENÈVE

ET DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES EN SUISSE



البعثة الدائمة للجمهورية التونسية
لدى مكتب الأمم المتحدة بجنيف
والمنظمات الدولية بسويسرا

OHCHR REGISTRY

16 DEC 2008

N° 0614

Recipients : SPD

La Mission Permanente de Tunisie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des Institutions Spécialisées en Suisse présente ses compliments au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, mandat de l'Experte Indépendante sur la question des droits de l'homme et l'extrême pauvreté, et en référence à Sa note Q/2/08 du 3/10/08 a l'honneur de Lui faire parvenir, ci-joint, la réponse du Gouvernement tunisien au questionnaire relatif aux programme de transferts financiers.

La Mission Permanente de Tunisie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des institutions spécialisées en Suisse saisit cette opportunité pour renouveler au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, mandat de l'Experte Indépendante sur la question des droits de l'homme et l'extrême pauvreté, les assurances de sa haute considération. *AT*



Genève, le 16 Décembre 2008

(Nombre de page, y compris celle-ci : 12)

Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies,
Mandat de l'Experte Indépendante sur la question des
Droits de l'homme et l'extrême pauvreté
Palais des Wilson
Genève

Réponse du Gouvernement tunisien au «questionnaire relatif aux programmes de transferts financiers adressé aux gouvernements par l'Experte indépendante sur la question des droits de l'homme et l'extrême pauvreté »

1. Veuillez présenter les programmes ou initiatives de transferts financiers mis en œuvre par le Gouvernement entre 2003 et 2008. S'il existe plusieurs programmes, veuillez répondre aux questions ci-dessous séparément pour chaque programme. Veuillez également fournir des réponses séparées si le programme a eu distincts procédés de mise en œuvre durant les 5 dernières années.

Les programmes de transferts financiers mis en œuvre par le Gouvernement tunisien depuis 2003 sont les suivants :

- Les programmes d'aides permanentes aux familles nécessiteuses, aux personnes handicapées incapables de travailler et aux personnes âgées nécessiteuses au sein de leurs familles.
- Le Fonds de Solidarité Nationale « 26-26 ».

Par ailleurs, d'autres mécanismes de transferts sociaux peuvent être assimilés à des transferts financiers (voir 3^{ème} partie).

I. Les programmes d'aides permanentes aux familles nécessiteuses, aux personnes handicapées incapables de travailler et aux personnes âgées nécessiteuses au sein de leurs familles :

(i) Cadre juridique et institutionnel

2. Présenter de manière détaillée le cadre juridique qui régit les programmes de transferts financiers, et décrivez le cadre institutionnel mis en place pour la mise en œuvre de ces programmes.

Ces programmes sont régis par :

- La Circulaire n°18 du Premier Ministre en date du 4 juin 1986 portant sur les programmes d'aides permanentes aux familles nécessiteuses.
- La Circulaire n° 5 du Ministre des Affaires sociales en date du 16 mai 1998 portant sur le transfert de la gestion des programmes d'aides aux gouvernorats.

3. Indiquer le nom des institutions gouvernementales, structures et mécanismes, y compris les différents niveaux (fédéraux, étatique/provincial, municipaux et locaux), impliqués dans la conception, la mise en œuvre et le contrôle des programmes.

Les institutions impliquées dans la conception, la mise en œuvre et le contrôle de ces programmes sont les suivantes :

- Au niveau central, la Direction générale de la promotion sociale au sein du Ministère des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger, le Ministère de l'intérieur et du développement local et le Ministère des Finances.
- Au niveau régional, les Directions régionales des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger, les Commissions régionales des programmes d'aides permanentes présidées par les Gouverneurs et les divisions régionales de la promotion sociale installées dans chaque Gouvernorat.
- Au niveau local, les Unités locales de la promotion sociale et les Comités locaux des programmes d'aides permanentes.

Des mesures de contrôle de l'éligibilité des familles bénéficiaires à l'aide sont mises en œuvre dont notamment :

- Le suivi régulier et continu de l'évolution de la situation socio-économique des bénéficiaires des aides permanentes qui est assuré par les agents sociaux de terrain dont le nombre s'élève à 1428 en 2008. Des visites au domicile des familles sont effectuées dans ce cadre au minimum une fois par an.
- Le recoupement des données afférentes au fichier de la pauvreté avec celles du fichier des affiliés des caisses de sécurité sociale est réalisé de façon continue pour découvrir les nouveaux pensionnés parmi les bénéficiaires des aides permanentes.
- La mise en place d'un fichier de la pauvreté au niveau central, régional et local, qui comprend les données démographiques, sociales et économiques relatives aux chefs de familles et leurs membres bénéficiant de l'aide permanente. Ce fichier permet la révision périodique des aides, l'élaboration et le suivi des indicateurs socio-économiques relatifs à ces populations.

Le fichier de la pauvreté est également exploité dans la mise en œuvre des programmes d'aides occasionnelles et l'application des mesures d'insertion économique des membres des familles nécessiteuses capables de travailler.

Par ailleurs, la Cour des comptes, institution rattachée au Premier Ministère, est chargée de veiller et de contrôler l'application des procédures de gestion des programmes.

4- Les organisations de la société civile sont-elles impliquées dans la conception, la mise en œuvre et le contrôle de ces programmes ? Si oui, veuillez décrire leur rôle.

L'Union Tunisienne de Solidarité Sociale est représentée dans les Commissions régionales et locales des programmes d'aides permanentes. Son rôle est d'arrêter la liste des bénéficiaires des aides permanentes et d'assurer son actualisation.

5- Des consultations populaires ont-elles été réalisées durant la conception, la mise en œuvre et le contrôle des programmes ? Si oui, veuillez décrire leur rôle.

Ces programmes ne font pas l'objet de consultations populaires durant la mise en œuvre et le contrôle. Cependant, le budget annuel du Ministère des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger, dont relèvent les programmes d'aide permanente et les fonds alloués, est soumis à l'approbation de la Chambre des députés et la Chambre des conseillers.

ii) Coût et couverture du programme

6- Quelles sont les zones géographiques qui ont été couvertes par le programme (au niveau national, régional et local) ?

Les programmes d'aides permanentes couvrent les familles nécessiteuses sur tout le territoire tunisien avec une répartition régionale variant selon le taux de pauvreté dans chaque région et le nombre d'habitants.

7- Quel est le budget annuel du programme ? Veuillez indiquer de manière détaillée les sources de financement pour la conception, la mise en œuvre et le contrôle des programmes.

Le budget de l'année 2008 réservé aux programmes d'aides permanentes est de 75,8 millions de dinars tunisiens (soit 56,1 millions de dollars américains). La principale Source de financement est le budget de l'Etat (avec une participation des caisses de sécurité sociale à raison de 3%).

Aucun budget spécifique n'est alloué pour la conception, la mise en œuvre ni le contrôle des programmes d'aides permanentes assurés dans le cadre des missions et tâches des différentes institutions et structures. Cependant, le secteur de la promotion

sociale a connu une consolidation importante par l'accroissement de la contribution du budget de l'Etat (afin d'assurer la bonne gestion de ses programmes) et par le renforcement du nombre d'agents sociaux et des unités locales de promotion sociale.

8- Quels sont les principaux coûts encourus dans les différentes étapes de mise en œuvre du programme ?

Le principal coût comptabilisé est relatif au montant global des aides transférées aux pauvres par le biais de mandat postal.

9- Quel est le nombre de bénéficiaires du programme (annuellement) ? Si possible, précisez leur profil (par exemple sexe, âge, appartenance ethnique, origine).

Le nombre de bénéficiaires des programmes d'aides permanentes est en évolution continue et ce, dans le souci de satisfaire les demandes éligibles à l'aide permanente et couvrir une gamme plus large des besoins des familles. Ce nombre est passé de 121000 bénéficiaires en 2003 à 124000 bénéficiaires en 2008 répartis comme suit :

- 52% des bénéficiaires sont du sexe féminin,
- 68% des bénéficiaires sont des personnes âgées (plus de 60 ans),
- 49,5% des bénéficiaires sont issus du milieu familial non communal (rural),
- 18% des bénéficiaires sont des personnes handicapées.

10- Quel est le critère retenu pour la sélection des bénéficiaires ?

Le critère principal retenu pour l'octroi d'aides permanentes est le revenu annuel par personne qui doit être inférieur au seuil de la pauvreté (406 dinars équivalent à 296 dollars américains). Outre ce critère, l'évaluation de la situation socio-économique de la famille se base sur les éléments suivants :

- La taille de la famille, le nombre des personnes handicapées et la présence de malades chroniques,
- Les conditions de vie, la situation du logement et les commodités,
- L'absence de soutien matériel de la part des membres capables de travailler.

11- Approximativement, combien de bénéficiaires potentiels n'ont pas pu profiter du programme ?

Le nombre de bénéficiaires potentiels qui n'ont pas pu profiter du programme est estimé à 40000 familles (bénéficiaires actuellement de la gratuité des soins).

12- En moyenne, quelle somme est transférée à chaque bénéficiaire ? Veuillez indiquer la fréquence des transferts et le moyen de calcul employé pour déterminer la somme transférée.

Le montant de l'aide transférée à chaque bénéficiaire est calculé sur la base de 160 dinars par trimestre indexée pour les familles ayant des enfants en âge de scolarité (6-25 ans) à raison de 30 dinars par enfant. Le nombre d'enfants considéré pour cette augmentation est limité à 3 enfants.

13. Quels sont les critères retenus pour procéder à l'interruption des transferts ? Existe-t-il des stratégies de sortie ? Les ménages ayant quitté le programme peuvent-ils le réintégrer ?

Les critères retenus pour procéder à l'interruption des transferts sont basés essentiellement sur l'amélioration de la situation matérielle de la famille suite à la création de nouvelles sources de revenus (rendement d'un projet, enfants devenus capables de prendre en charge les besoins de la famille).

Il est à noter que l'aide est transférée automatiquement au nom du conjoint s'il est en vie ou aux enfants qui étaient à sa charge s'ils sont encore éligibles à l'aide.

L'unité locale de la promotion sociale propose l'interruption du transfert au Comité local des aides permanentes en joignant un dossier qui comprend les justificatifs et les informations nécessaires à la prise de décision. Cette décision ne prend vigueur qu'après confirmation par la Commission régionale concernée.

Le taux annuel des aides interrompues s'élève à 5% du nombre total de bénéficiaires.

Les ménages ayant quitté le programme peuvent le réintégrer même après une courte période si leur situation matérielle se détériore à nouveau suite notamment à la perte du travail ou du soutien familial ou à une maladie qui nécessite des dépenses supplémentaires.

iii) Procédés de mise en œuvre :

14- *Par quels moyens l'argent est transféré aux bénéficiaires ?*

L'argent est transféré actuellement aux bénéficiaires par le biais d'un mandat postal et ne peut être payé qu'au bénéficiaire lui-même.

15- *Que doit faire un bénéficiaire potentiel pour obtenir l'aide du programme ?*

Il doit déposer une demande à l'une des structures nationales régionales ou locales de la promotion sociale.

Une enquête sociale au domicile de l'intéressé est menée par l'assistant social de l'unité locale de la promotion sociale pour évaluer la situation socio-économique de la famille.

Le dossier est par la suite présenté dans le cadre des comités locaux des programmes d'aides permanentes qui statuent sur l'éligibilité du demandeur au bénéfice de l'aide permanente.

Il est à noter dans ce cadre que les familles qui ont besoin d'une aide urgente sont prises en charge immédiatement dans le cadre de ces programmes.

16- *Les programmes comportent-ils des conditionnalités convenues avec les bénéficiaires ? Si oui, veuillez décrire les méthodes employées pour déterminer si le bénéficiaire a rempli les conditions.*

Les programmes d'aides permanentes ne comportent aucune conditionnalité convenue avec les bénéficiaires.

Il est à noter dans ce cadre que le nombre d'aides permanentes est érigé par des quotas au niveau national et régional. Toutefois, les éligibles à l'aide, qui ne sont pas intégrés parmi les bénéficiaires, sont inscrits dans des listes d'attente classées par ordre de priorité et bénéficient au même titre que les bénéficiaires des aides des services publics offerts à ces catégories. Les bénéficiaires des aides permanentes ainsi que les inscrits dans les listes d'attente bénéficient de la gratuité des soins dans les établissements sanitaires publics ainsi que des différentes aides occasionnelles (aides scolaires ou à l'occasion des fêtes religieuses ou des intempéries).

17- *Quels services publics sont offerts dans le cadre des conditions convenues ? Indiquer si des mesures spéciales ont été prises afin de répondre à l'augmentation de la demande de ces services découlant de la mise en œuvre du programme.*

Les mesures prises afin de répondre à l'augmentation de la demande de ces services sont :

- La révision continue du nombre global et des quotas régionaux des aides permanentes et des cartes de soins gratuits.

- Le renforcement des mécanismes de solidarité pour soutenir les efforts de l'Etat en matière de financement des aides occasionnelles.

iv) Mécanismes de contrôle et procédure de plainte

19- *Décrivez les procédés de contrôle employés pour vérifier la mise en œuvre du programme et indiquez les organes chargés de cette surveillance.*

Les procédés de contrôle employés sont les suivants:

- Le suivi régulier de l'application des critères d'octroi, du respect du principe de priorité et de la bonne gestion des programmes par la Direction générale de la promotion sociale.
- Le contrôle de l'application des mesures de gestion par l'Inspection générale au sein du Ministère des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger.
- La vérification de l'application des procédures des programmes par la Cour des comptes.

20- *Le programme dispose-t-il de mécanismes ou procédures de plainte ? Si oui, veuillez les nommer et les décrire.*

Les plaintes peuvent être déposées à deux niveaux :

Au niveau administratif :

- Auprès du chef du Comité local concerné,
- Auprès du chef de la Commission régionale ou du Directeur régional des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger,
- Auprès du Ministère des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger (Bureau national des relations avec le citoyen),
- Auprès d'autres instances comme le bureau du Médiateur administratif ou le Comité supérieur des droits de l'Homme et des libertés fondamentales,

Au niveau judiciaire :

- Auprès du Tribunal administratif.

21- *Des poursuites ont-elles été intentées à l'encontre du programme ou des responsables de sa mise en œuvre ? Si oui, veuillez indiquer les circonstances de la poursuite et le fondement des plaintes y affèrent.*

Un nombre restreint de poursuites judiciaires a été intenté auprès du Tribunal administratif à l'encontre du programme. Les circonstances et le fondement des plaintes sont l'interruption des transferts sans respect des critères ou le refus de demande de bénéfice de l'aide.

II- Le Fonds de solidarité nationale « 26-26 »

i) Cadre juridique et institutionnel

2. *Présenter de manière détaillée le cadre juridique qui régit les programmes de transferts financiers, et décrivez le cadre institutionnel mis en place pour la mise en œuvre de ces programmes.*

En vertu de la loi n° 92-122 du 29 décembre 1992 portant loi de finances pour la gestion 1993, il est créé un fonds spécial du trésor intitulé « Fonds de solidarité nationale » (FSN). Ce Fonds a pour objectifs la promotion des zones moins développées et l'amélioration des conditions de vie de leurs populations dans le cadre de la construction d'une société équilibrée et solidaire, offrant à chaque citoyen, où il se trouve, des chances égales d'accéder aux services sociaux et d'améliorer son bien être sur le plan économique et social, sur la base de l'attachement aux valeurs du respect des droits de l'Homme et de sa dignité. Le FSN complète ainsi les programmes ordinaires de l'Etat dans le domaine du développement social et de la lutte contre la pauvreté.

Trois grandes missions ont été confiées au Fonds au cours de la période 1993-2009, correspondant, chacune, à une période distincte.

La première mission s'étend sur la période 1993-2000 et consiste à :

- Doter les zones d'ombre des commodités et équipements de base : routes et pistes, eau potable, électricité, logements, écoles, centres de santé de base, centres et clubs de jeunes, espaces de loisirs,...
- Améliorer les conditions de vie et les revenus des habitants en contribuant à consolider la base économique dans ces zones, et en facilitant à leurs populations l'accès au crédit et aux subventions leur permettant de créer des sources de revenus et des possibilités de travail dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche, de l'artisanat et de petits métiers.

La seconde mission concerne la période 2001-2006 et porte essentiellement sur l'éradication des logements rudimentaires restants (environ 26000 au milieu de l'année 2000) et leur remplacement par des logements décentes. C'est la mission principale, mais elle n'exclut pas quelques interventions limitées en matière de commodités et de services sociaux de base, dont l'essentiel a été réalisé au cours de la première phase.

La troisième mission (2007-2009) consiste à promouvoir les quartiers populaires autour des grandes villes. Elle vise l'amélioration de l'infrastructure de base, la mise en place des commodités et équipements collectifs, le développement des activités productives et l'amélioration des revenus, par la construction de cités de métiers et la consolidation des activités créatrices d'emploi.

3. Indiquer le nom des institutions gouvernementales, structures et mécanismes, y compris les différents niveaux (fédéraux, étatique/provincial, municipaux et locaux), impliqués dans la conception, la mise en œuvre et le contrôle des programmes.

Afin de se doter d'un programme d'intervention à long et à moyen terme (identifier et sélectionner les zones d'intervention et les populations cibles), le FSN s'est proposé lors de son démarrage d'engager, avec tous les partenaires et opérateurs aussi bien au niveau national que régional, la réalisation d'un plan stratégique de développement intégré au niveau de chaque zone d'ombre, et éventuellement au niveau de certains quartiers urbains à problématiques particulières dans certaines grandes villes.

Dans sa démarche, le FSN s'est appuyé sur les travaux de planification (plans régionaux et locaux) déjà réalisés par les structures régionales (administration technique décentralisée). La démarche préconisée pour la mise en œuvre de ce projet est l'approche participative.

Les instances concernées par cette approche sont :

- Le Ministère du développement et de la coopération internationale,
- Le Ministère des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger,
- Le Ministère de l'intérieur et du développement local,
- Le Ministère de la santé publique,
- Le Ministère de l'éducation et de la formation,
- Le Ministère de l'industrie, de l'énergie et des PME,
- Le Ministère de l'équipement, de l'habitat et de l'aménagement du territoire.

Au niveau national, le FSN a été investi de :

- L'élaboration du Plan stratégique de développement intégré à moyen et long terme tout en veillant à la conformité et à la cohérence des propositions

régionales par rapport au plan de développement et tout en établissant les priorités d'interventions au niveau de chaque localité,

- La mise en œuvre du Plan stratégique de développement tout en s'appuyant sur les structures décentralisées de l'Etat sous la supervision du Gouverneur de la région concernée.

Le FSN est composé des représentants des six départements techniques :

- Le Ministère de l'intérieur et du développement local,
- Le Ministère du développement et de la coopération internationale,
- Le Ministère des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger,
- Le Ministère de l'équipement, de l'habitat et de l'aménagement du territoire,
- Le Ministère de l'agriculture et des ressources hydrauliques,
- Le Ministère de la santé publique.

Ces représentants techniques (en général des directeurs généraux de la fonction publique) sont mis à la disposition du FSN et restent rattachés à leurs ministères respectifs qui assurent le paiement de leurs salaires et autres avantages.

Les fonds collectés pour le compte du FSN financent exclusivement les projets et actions qui sont décidés dans le cadre du programme d'intervention du FSN. Les frais de gestion proviennent d'autres structures et institutions.

Au niveau régional, les groupes de travail au niveau de chaque circonscription, formulent des propositions selon un processus itératif impliquant d'une façon effective les structures locales/régionales concernées :

- Les Imadas en tant que collectivité territoriale de base proposent un plan de développement local intégré pour chaque zone d'ombre. Ce plan sera élaboré sur la base des propositions présentées par les Comités locaux de développement (CLD),
- Les Délégations en tant que collectivité territoriale composée des Imadas et des Communes examinent au sein des Conseils les plans de développements locaux intégrés proposés par les CLD. L'objectif étant d'examiner la conformité de ces propositions avec le Plan de développement local/régional, d'en assurer la cohérence et de les classer par priorités.
- Le Gouvernorat, en tant que collectivité territoriale composée de Délégations et de Communes, qui est chargé de la mise en cohérence des stratégies de développement et de l'aménagement du territoire, aura la charge d'examiner les propositions émanant des délégations, de coordonner l'ensemble des travaux relatifs à l'élaboration du développement local intégré, de faire les arbitrages nécessaires et de présenter au FSN les propositions approuvées et retenues par le Conseil régional.

Le Gouverneur de la région est assisté dans sa mission par un chef de projet qui est en fait l'antenne régionale du FSN. Il assure avec l'appui du Gouverneur la coordination de tous les travaux et études techniques.

Le projet de programme pour chaque région, ainsi défini et arrêté par le Conseil régional, est transmis aux services centraux du Fonds 26-26 qui procèdent à l'élaboration du projet de budget annuel. Examiné d'abord au sein d'un Conseil interministériel restreint, ce projet est soumis ensuite au Conseil des ministres avant d'être présenté devant la Chambre des députés et la Chambre des conseillers pour approbation.

Ces démarches de mise en œuvre, prévues pour assurer au Fonds une gestion souple et efficace et une large décentralisation des activités, se sont combinées avec une série de dispositions destinées à garantir l'utilisation optimale des ressources et la transparence au niveau de la gestion des recettes et des dépenses du Fonds.

4- Les organisations de la société civile sont-elles impliquées dans la conception, la mise en œuvre et le contrôle de ces programmes ? Si oui, veuillez décrire leur rôle.

Le Fonds de solidarité nationale a, dans le cadre de la mise en œuvre de ses projets, tissé des liens et des relations privilégiés avec la société civile et les ONG nationales intéressées par une contribution à la réalisation des projets porteurs. La formule est simple, transparente et concise. Elle consiste en l'établissement d'une convention de partenariat impliquant le Fonds de solidarité nationale, les ONG concernées et les autorités régionales ciblées par les actions programmées par le FSN. Ces conventions comportent des indications précises sur la nature des projets à entreprendre, les délais de leur exécution, les interventions de chaque partenaire signataire ainsi que les conditions de suivi et de contrôle.

Le secteur associatif contribue au programme de promotion des zones d'ombre, en parrainant la population, en l'encadrant, en l'informant et en l'organisant dans le cadre de structures communautaires locales. Ces structures constituent les interfaces entre la communauté de base, les autorités locales et régionales et les institutions centrales veillant à la mise en œuvre du projet.

ii) Coût et couverture du programme

7- Quel est le budget annuel du programme ? Veuillez indiquer de manière détaillée les sources de financement pour la conception, la mise en œuvre et le contrôle des programmes.

Le Fonds de solidarité nationale est financé par :

- Les contributions volontaires des particuliers et des entreprises tunisiennes,
- Les dotations accordées par le budget de l'Etat (recettes affectées),
- Les contributions et dons accordés par les pays frères et amis,
- Toutes autres ressources pouvant être affectées au Fonds en vertu de la législation en vigueur.

Sont ainsi affectées au profit du FSN des ressources provenant des taxes suivantes :

- La contribution sur les ventes locales de café et de thé,
- Le droit compensateur sur le ciment,
- Les redevances sur les ventes de ciment,
- La taxe sur la valeur des contrats conclus avec les artistes étrangers,
- La taxe sur les voyages à l'étranger,
- Le droit additionnel de première immatriculation des véhicules dans une série tunisienne,
- Le droit sur la vente de tabac fabriqué, des allumettes, des cartes à jouer et de la poudre à feu.

Les montants des contributions au Fonds 26-26 ont suivi une courbe ascendante, passant de 5,1 millions de dinars pour les journées des 8 et 9 décembre 1994 à 37,9 millions de dinars pour celles de 2007. Le nombre de donateurs, a pour sa part, atteint 4854706 en 2007 contre 182000 en 1994. Entre 1993 et 2007, le total des contributions de solidarité a couvert 40% des ressources totales du Fonds, ce qui témoigne de l'adhésion et des liens de solidarité et d'entraide dans la société tunisienne.

Les réalisations du FSN sont caractérisées par leur intégration dans un processus de développement global tenant compte de la complémentarité entre les aspects économiques et sociaux et l'amélioration des conditions de vie. C'est ainsi que le FSN est intervenu de 1993 à 2007 dans 1817 zones d'ombre nécessitant un investissement de 853 millions de dinars au profit de 256000 familles totalisant 1300000 habitants, soit 12,5% de la population tunisienne.

9- Quel est le nombre de bénéficiaires du programme (annuellement)? Si possible, précisez leur profil (par exemple sexe, âge, appartenance ethnique, origine).

La première phase du projet a permis d'atteindre les résultats suivants :

- Electrification de 72800 familles, pour un coût de 146,327 MD,
- Adduction en eau potable de 83891 familles, pour un coût de 109,021 MD,
- Construction de 64776 logements, pour un coût de 215,328 MD,
- Aménagement et construction de 4530,4 km de pistes pour un coût de 226,8 MD,
- Construction de 137 centres de santé de base pour un coût de 6,277 MD,
- Construction de 133 écoles primaires pour un coût de 4,030 MD,

Par ailleurs, le FSN a financé pendant cette période des microprojets dans différents domaines d'activité à savoir l'agriculture, les petits métiers et surtout l'artisanat au profit de la femme rurale. C'est ainsi que le FSN est intervenu dans la création de 61471 microprojets dans les secteurs de l'agriculture, de l'artisanat et des petits métiers, pour un coût de 87,890 MD. A partir de l'année 2000, la Banque tunisienne de solidarité a relayé le FSN dans le financement de ces microprojets.

La deuxième phase du Fonds (2000-2004) a été consacrée principalement à l'éradication des logements rudimentaires.

La troisième phase du projet (2007-2009) est principalement consacrée à la promotion des quartiers populaires situés autour des grandes villes. Ce programme concerne 26 zones. Son coût global est évalué à 114,5 MD dont 75 MD financés par le FSN.

Le FSN est une structure légère ayant démontré son efficacité en tant qu'instrument de lutte contre la pauvreté. En effet, c'est grâce aux interventions du FSN que la pauvreté a été ramenée de 7% selon le recensement de 1993 à 3,8% en 2007. Par ailleurs, le FSN a contribué à l'amélioration notable des conditions de vie des populations concernées.

Les indicateurs de développement humain ont enregistré une amélioration remarquable. C'est ainsi que :

- Le taux d'alimentation en eau potable en milieu rural a atteint 92,6% en 2006, contre 49,5% en 1992,
- Le désenclavement des zones d'ombre s'est fait grâce à l'amélioration du réseau des routes et pistes par la construction de plus de 4530 km de pistes et de routes qui ont nécessité plus de 226 MD,
- L'amélioration des conditions d'habitat au profit de 64776 familles et ce par la construction de 39884 logements et la réhabilitation de 24892 autres logements pour un coût total de 215,3 MD soit un coût moyen de 3300 dinars par famille,
- Le rapprochement des services de la santé par le biais de construction de 140 centres de santé permettant la couverture sanitaire et l'amélioration des taux de vaccination et la prise en charge immédiate des maladies maternelles et infantiles.

10- Quel est le critère retenu pour la sélection des bénéficiaires ?

Les zones d'ombre sont ciblées par le Fonds de solidarité nationale. Il s'agit généralement de zones rurales isolées ou difficiles d'accès, dépourvues des commodités et équipements de base et où vit une population modeste, tirant ses faibles revenus d'activités agricoles aléatoires et de faible productivité. Parmi les critères retenus pour le choix des zones éligibles aux interventions du Fonds, figurent notamment :

- L'absence d'équipements de base et de commodités collectives,
- La pauvreté de la zone et de sa population, liée généralement à la faiblesse des ressources naturelles ou à la précarité et à la faible diversification des activités économiques,
- L'isolement, c'est-à-dire l'absence ou le mauvais état des moyens de communication entre la zone et les autres villes et localités.

iv) Mécanismes de contrôle et procédures de plaintes

19- Décrivez les procédés de contrôle employés pour vérifier la mise en œuvre du programme et indiquez les organes chargés de cette surveillance :

En tant que Fonds spécial du trésor, le Fonds 26-26 est soumis à des procédures de contrôle strictes et à une législation rigoureuse au niveau de la conclusion des marchés et du contrôle des dépenses. En plus du contrôle à priori effectué par le contrôleur des dépenses publiques dans le gouvernorat où se situent les zones d'intervention, les dépenses du Fonds sont soumises à un contrôle parallèle ou concomitant exercé par les services du gouvernorat et des Ministères concernés, ainsi que par les services centraux du Fonds et les services du contrôle des services publics relevant du Premier Ministère et du Ministère des Finances. Enfin, un contrôle à posteriori est effectué par la Cour des comptes.

III. Autres mécanismes de transferts financiers

Il est à noter que les caisses de sécurité sociale interviennent dans certains programmes sociaux que l'on pourrait assimiler à des transferts financiers.

Ces dernières années ont été marquées par une série de mesures destinées à promouvoir la famille et à renforcer sa cohésion. Certaines de ces mesures ont été prises dans le cadre des régimes de sécurité sociale, elles concernent notamment le renforcement de l'égalité entre hommes et femmes dans les droits et l'amélioration des prestations au profit des enfants.

D'autres réalisations dépassent le cadre stricto sensu de la sécurité sociale. Parmi lesquelles, on peut citer notamment le Fonds de garantie des pensions alimentaires et rentes de divorce créé en 1993 et dont la gestion a été confiée à la Caisse nationale de sécurité sociale et ce, afin de permettre à la femme divorcée sans ressources ou à ressources limitées de conserver un minimum de revenu après le divorce. Le législateur a créé ce dispositif pour parer à l'éventuelle défaillance de l'époux débiteur d'une pension alimentaire au profit de sa femme. L'objectif étant d'éviter des conséquences négatives sur la famille et surtout les enfants d'une telle situation. La Caisse nationale de sécurité sociale assure le versement des sommes dues par l'époux défaillant et engage à son encontre des poursuites pour assurer le recouvrement de ces sommes.

L'ouverture de l'économie tunisienne sur le marché mondial et les impératifs de compétitivité de l'entreprise peuvent se traduire dans certains cas par une réduction des effectifs et donc des licenciements de travailleurs.

Dans le cadre d'un modèle de développement équilibré où les aspects économiques et sociaux sont indissociables, une loi portant sur la protection sociale des travailleurs a été promulguée en 1996. Cette loi prévoit une série de mesures au profit des travailleurs en arrêt de travail ou licenciés pour des raisons économiques ou technologiques qui concernent :

- La prise en charge par la Caisse nationale de sécurité sociale des indemnités légales de licenciement et des salaires impayés en cas de défaillance de l'entreprise débitrice (faillite, liquidation ou difficulté de réaliser les actifs).
- Le maintien au profit des travailleurs licenciés pour des raisons économiques ou technologiques, des prestations familiales et du droit aux soins de santé pendant une année supplémentaire, de manière à leur assurer une couverture minimum en attendant qu'ils reprennent une activité.
- L'octroi aux salariés qui interrompent temporairement leur travail pour des raisons économiques ou technologiques sans percevoir une indemnisation, d'une aide dont le montant peut atteindre 6 mensualités de salaire. Cette période a été élargie en 2006 pour atteindre 12 mensualités.

Ces mécanismes de protection ont été par la suite étendus en 2002 aux employés qui perdent leur emploi suite à la fermeture subite et illégale des entreprises qui les emploient. Il a été également institué au cours de l'année 2002 des mécanismes de protection au profit des agents des entreprises publiques à caractère non administratif non affiliés à la Caisse nationale de retraite et de prévoyance sociale. Il s'agit du maintien au profit des salariés licenciés dans le cadre des programmes d'assainissement des prestations familiales et du droit aux soins de santé pendant une année supplémentaire et de la retraite proportionnelle à partir de l'âge de 50 ans pour ceux qui ont accompli 15 ans de service.